

Médias

LE TESTAMENT AFRICAÏN DE ROBERT MÉNARD

Après plus de vingt ans passés à la tête de l'organisation, le secrétaire général de Reporters sans frontières a quitté ses fonctions le 30 septembre. Il revient pour *Jeune Afrique* sur ses combats pour la liberté d'expression.

Propos recueillis par JEAN-DOMINIQUE GESLIN

Certains chefs d'État africains ne le regretteront pas. Le secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF) a quitté ses fonctions le 30 septembre. Dès le lendemain, nous l'avons reçu à *Jeune Afrique* pour dresser « son bilan » de plus de deux décennies passées au service de la liberté de la presse. Une lutte menée avec ténacité, notamment sur le continent africain, où son nom reste associé à la défense de journalistes emprisonnés. Même si, parfois, RSF a pu donner l'impression de se tromper de cause. Alors qu'il vient de retrouver sa totale liberté de parole, celui qui fonda RSF en 1985, aujourd'hui âgé de 55 ans, revient sans retenue sur ses combats, au Maghreb comme au sud du Sahara, et répond sans détour aux critiques qui lui ont si souvent été adressées. ■

JEUNE AFRIQUE: Vous venez de quitter vos fonctions à la tête de Reporters sans frontières (RSF), pourquoi avez-vous pris cette décision ?

ROBERT MÉNARD: Je n'avais pas pour vocation d'être secrétaire général de RSF à vie. J'ai créé cette orga-

nisation il y a vingt-trois ans, et la plus belle réussite pour moi, c'est que RSF prospère au-delà de ce que j'en ai fait. C'est pourquoi, pendant deux ans, j'ai préparé ce départ. Mais le 30 septembre, lors de mon pot d'adieu, vous imaginez à quel point j'étais ému. RSF, c'est quand même mon bébé. Et c'est une belle histoire.

Qu'allez-vous faire maintenant ?

Il est très difficile de répondre à cette question. Si j'ai préparé RSF à mon retrait, je me suis peu préoccupé de moi-même. Le lendemain de mon départ, quand je me suis levé, je suis allé courir comme tous les matins, puis je me suis dit : « Où tu vas ? » J'ai envie de travailler dans la presse, mais plus comme journaliste. Peut-être pour diriger un média... Je me sens toujours concerné par tout ce qui touche aux droits de l'homme et à la liberté d'expression, ainsi que par le Centre de Doha pour la liberté d'information, que j'ai créé au Qatar. Enfin, je m'intéresse à la politique. Lorsque nous nous sommes mobilisés autour des jeux Olympiques de Pékin, je me suis rendu compte que nous avions su sensibiliser les gens, mais que la traduction du changement dans les faits passait par l'action politique.

On vous verra peut-être sur une liste aux élections européennes de 2009 ?

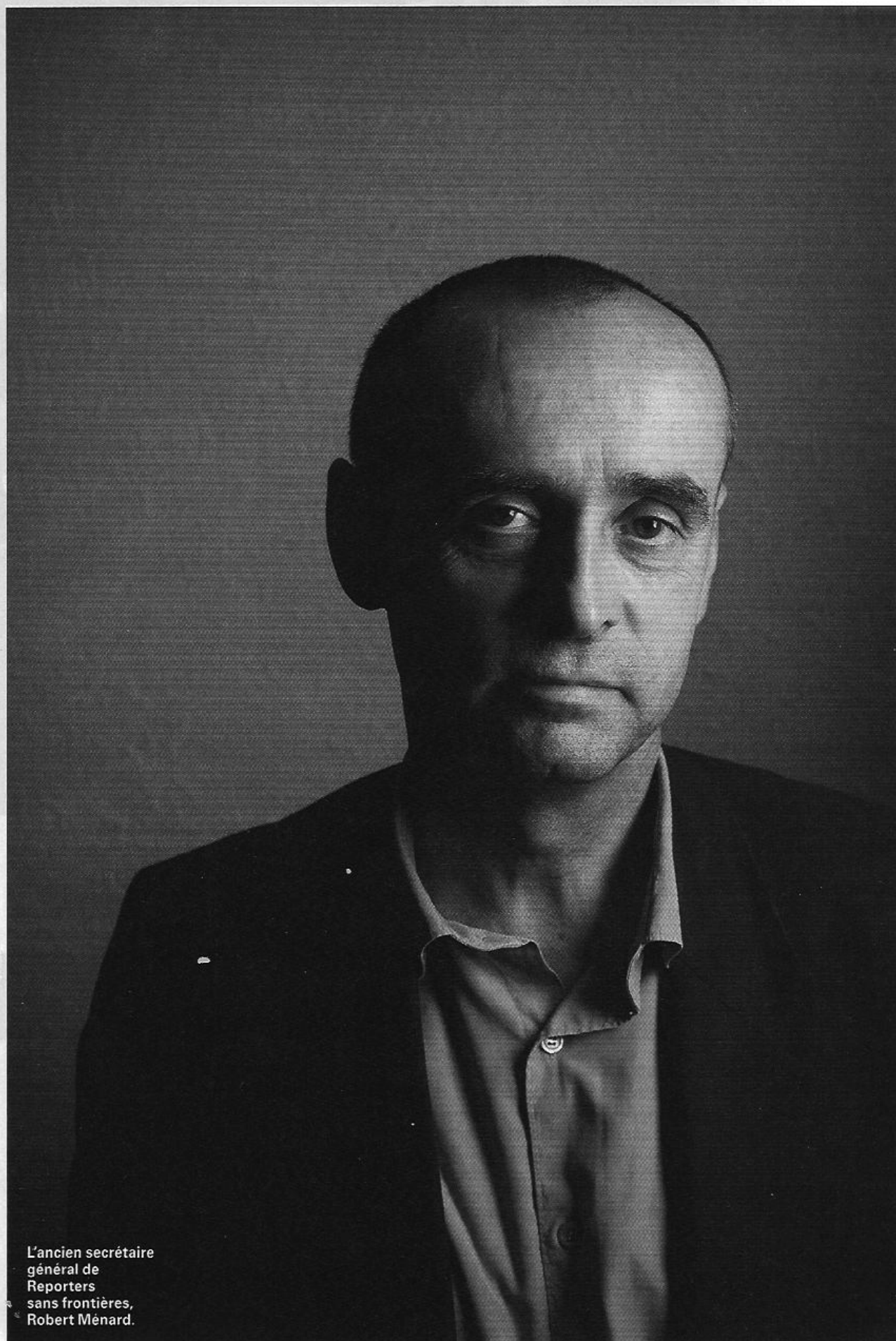
Pas forcément. Ne serait-ce que parce que je serais bien en peine de vous dire où sont mes amis politiques aujourd'hui. J'ai cessé de juger les gens sur leur étiquette, et cela me complique souvent la vie.

Après plus de vingt ans passés à la tête de RSF, comment avez-vous vu évoluer la presse africaine ?

Elle n'a rien à voir avec ce qu'elle était avant 1990. Il y a aujourd'hui une presse en Afrique. Pour être plus précis, il y a des journalistes. Le problème, c'est que faire une presse dans des pays où aucune des conditions requises n'existe crée des situations invraisemblables. Il n'y a pas les bases économiques, parce qu'il n'y a souvent pas de pouvoir d'achat, sans même parler de l'analphabétisme. Il n'y a pas vraiment de réseaux de distribution non plus. Et il n'y a pas le minimum de transparence nécessaire pour faire un journal. Recueillir l'information en Afrique, pour un journaliste africain, c'est un problème de tous les jours.

Peu de journaux africains ont la possibilité d'être rentables...

Les conditions économiques ne le leur permettent pas dans la mesure où le marché publicitaire est quasi inexistant. Pour rémunérer leur personnel, certains patrons de presse incitent clairement leurs journalistes à « se payer sur la bête ». Je ne veux pas donner de leçons de morale. Si je vivais en Afrique avec quatre enfants à élever, et si j'avais un patron qui me disait : « T'as >>>



L'ancien secrétaire
général de
Reporters
sans frontières,
Robert Menard.

BRUNO LÉVY

►►► pas de salaire à la fin du mois, à toi de te faire payer par les gens que tu interviewes », peut-être que je le ferais.

Mais cette situation favorise le développement d'une presse d'une qualité plus que déplorable, dénuée de tout principe déontologique. Pour 50 000 F CFA, je peux faire dire sur vous tout ce que je veux. Avec ce mélange des genres, RSF se retrouve à défendre des gens difficilement défendables. Cela a notamment été le cas au Cameroun quand certains journaux se sont mis à publier des listes de personnalités prétendument homosexuelles. Ce type de comportement donne raison aux chefs d'État qui dénoncent les dérives de la presse et emprisonnent des journalistes. En agissant ainsi, ils les transforment en héros de la liberté. Certains journalistes arrêtés le sont effectivement. Mais je reconnais qu'il est aussi arrivé à RSF d'être obligé de voler au secours d'un certain nombre de personnes, dont quelques-unes sont de belles petites crapules.

RSF a souvent cloué au pilori les chefs d'État qui bafouent la liberté de la presse. Et si on faisait cet exercice à l'envers : dans quel pays avez-vous constaté les plus grands progrès ?

Je mentionnerai d'abord le Mali et le Bénin, deux pays qui ont connu l'alternance... Ainsi que le Maroc, où les choses ont bien changé. Mohammed VI est un monarque moderne, qui a permis une ouverture dans laquelle des journalistes se sont engouffrés. Ils disposent aujourd'hui d'un espace de liberté suffisant pour s'exprimer.

Même si des problèmes demeurent. Il y a toujours des journalistes qui sont poursuivis, qui sont condamnés et emprisonnés, il y a des médias qui sont censurés, il y a des exemplaires de journaux qui ont été brûlés... Mais paradoxalement, c'est un bon signe. Quand on emprisonne des journalistes, c'est évidemment un manquement à la liberté de la presse. Mais c'est aussi la preuve que, dans le pays en question, il y a des journalistes remuants, qui essaient de faire leur boulot. Il fut un temps en Afrique où il n'y avait personne à emprisonner. La presse était contrôlée, il y avait une radio, une télévision, une agence et un journal qui étaient tous aux ordres du président, de sa famille, de son clan, de son ethnée...

RSF ne confond-il pas la liberté de la presse avec la liberté de dire n'importe quoi ?

C'est nous faire un mauvais procès. Je vous répète qu'il y a un certain nombre de titres et de journalistes qu'on n'a aucune envie de défendre. Quand des gens font de l'information de caniveau, écrivent des choses fausses et non vérifiées, on n'a pas envie de les défendre. Mais, en même temps, je vous le redis, mettre en prison des gens n'est pas la bonne solution. En plus, la prison transforme des vauriens en héros. Il y a d'autres façons de sanctionner.



Le journaliste nigérien Moussa Kaka, emprisonné depuis le 20 septembre 2007.

Au Sénégal, il y a quelques jours encore, *24 heures chrono* a diffamé le président Wade et son fils Karim. RSF n'a pas défendu *24 heures*.

Mais je dis tout de même aux dirigeants politiques que, s'ils veulent être exigeants sur le contenu, il faut donner aux journalistes un cadre juridique adéquat, et cesser de les mettre en prison pour des délits de presse. À partir de là, ils pourront être dix fois plus exigeants.

Vous réclamez la dépenalisation des délits de presse... Est-ce que cela concerne aussi les amendes infligées aux journalistes ?

Pas du tout. Dépenaliser, c'est ne plus juger au pénal mais au civil, c'est supprimer uniquement les peines de prison. Moi, je suis pour qu'on inflige des sanctions terribles aux journalistes qui injurient les gens et qui mentent sciemment. Il faut les punir. C'est comme cela que l'on fera respecter la presse.

RSF est souvent perçu en Afrique comme une ONG de riches qui donne des leçons aux pauvres...

Je n'ai aucun état d'âme sur ce registre-là. Je n'ai jamais pris de gants avec qui que ce soit sur la question des droits de l'homme, et surtout pas avec les Africains. Je n'ai aucune mauvaise conscience par rapport à l'Afrique. Certains de mes confrères africains sont des types bien, d'autres sont des imbéciles, d'autres des crapules... Idem pour les chefs d'État. Pourquoi prendrais-je des gants ? Parce qu'ils sont noirs ? Parce que je suis originaire d'un pays qui a colonisé l'Afrique ? Je parle exactement de la même façon à un Blanc ou à un Noir.

J'ai été reçu des dizaines de fois par des chefs d'État africains. À tous j'ai dit en face ce que j'avais à dire. L'ancien président de RSF, Noël Copin, aujourd'hui décédé, m'avait dit n'avoir qu'une seule règle dans la vie : « Ce que tu écris sur quelqu'un, il faut être capable de lui dire en face. » Je n'ai jamais dérogé à cette règle, en Afrique ou ailleurs.

Reconnaissez-vous avoir commis des erreurs ?

Bien sûr. Dans les années 1990, pendant les massacres en Algérie, nous avons eu tort de renvoyer dos à dos les groupes armés islamistes et le pouvoir algérien. Je peux vous citer des dizaines de cas où l'on s'est trompés, où l'on s'est laissé emporter par nos sentiments. Mais on l'a toujours fait de bonne foi. Surtout, quand on se trompe, on le dit, on le reconnaît et on s'excuse. Contrairement à d'autres organisations, comme Amnesty International, qui consacre plusieurs semaines à l'élaboration de ses rapports, on se trompe d'autant plus que l'on réagit toujours à chaud, souvent dans les quarante-huit heures.

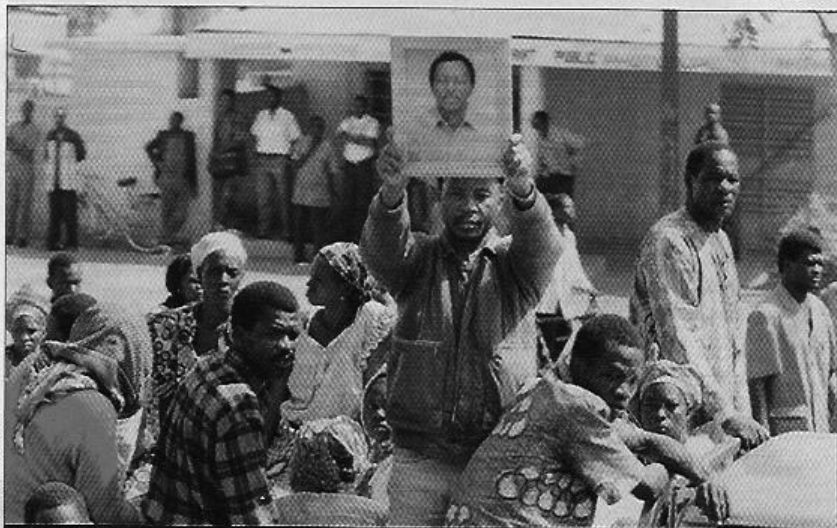
« Pour 50 000 F CFA, je peux faire dire sur vous tout ce que je veux. »

Parmi vos combats emblématiques, il y a eu l'affaire Zongo au Burkina...

Cela a été effectivement le grand combat de RSF en Afrique subsaharienne, avec le Rwanda... Il y a des affaires, des dossiers où les choses sont opaques, complexes. L'affaire Zongo est malheureusement d'une limpidité totale. Zongo était ce qu'il y avait de mieux dans le

SÉNÉGAL DU SAHARA
JEUNE
MARIAGE
Soudanais révolutionnaires
à la Etoile rouge
OPA
MA

l'ex
vau
por
gén
de
pris
solu
apri
ner
C
visi
bien
des
déri



Manifestation, en 1998, après l'assassinat du journaliste burkinabè Norbert Zongo.

journalisme africain. Un journaliste qui enquêtait sur la mort d'une personne décédée à l'infirmerie de la présidence a été tué, et justice n'a toujours pas été faite. Dans un pays, le Burkina, souvent cité en exemple par les organismes occidentaux et massivement aidé par les bailleurs de fonds.

L'affaire Moussa Kaka est-elle aussi limpide ?

Le président Mamadou Tandja ne rend pas service à son pays. Qu'il soit exaspéré par le travail de Moussa Kaka, soit. Mais le Niger, ce n'est pas la Gambie. Ce pays mérite mieux que ça. Je ne comprends pas cet entêtement. Pour ma part, j'ai eu accès à toutes les écoutes téléphoniques concernant Moussa. Vous avez ma parole d'honneur que sur ces bandes il n'y a pas un mot, pas une information qui laisserait penser qu'il a franchi la ligne rouge qui sépare le travail de journaliste de la propagande politique au service de la rébellion touarègue.

En cas de crise, l'explosion médiatique qu'a vécue l'Afrique ne contribue-t-elle pas à jeter de l'huile sur le feu ?

Parfois je me demande si la liberté de la presse, quand elle se traduit par l'explosion des médias de la haine, vaut la peine d'être défendue. Le rapport de RSF en 1993, un an avant le génocide, se félicitait de la naissance de radios privées au Rwanda, y compris de Radio Mille Collines. Dans l'absolu, c'était une bonne nouvelle. Un an après, cette radio appelait à exterminer les Tutsis...

Cette ethnicisation des médias a été visible en Côte d'Ivoire. Certains se sont bien tenus, d'autres se sont rangés dans des camps politiques et ethniques. Cette dérive ethnociste n'est-elle pas plus per-

nicieuse que l'absence de liberté de la presse ? Nous nous posons tous les jours cette question... Mais tant que la presse africaine ne pourra vivre de ses ventes et de la publicité, elle ne survivra que grâce à ses commanditaires.

Au Maghreb, les progrès sont-ils aussi visibles ?

En Algérie, il y a un vrai pluralisme de l'information, une presse multiple qui fait son devoir d'informer. Mais en même temps, un certain nombre de titres gardent un fil à la patte. Pour eux, la ligne éditoriale ne se décide pas au sein de la rédaction, mais ailleurs. Ce qui n'empêche pas qu'il y ait des journaux de qualité. Et des journalistes qui font du très bon boulot.

Quant à la Tunisie, tout le monde sait ce que vous en pensez...

Vos lecteurs et le pouvoir tunisien savent ce que nous en pensons, effectivement. Mais je ne souhaite qu'une chose, c'est que l'on sorte de cette situation. Je pense que la Tunisie est un beau pays qui a réussi beaucoup de choses : éducation, statut des femmes, développement économique. Les gens pensent que je fais une fixation sur la Tunisie.

Ce n'est pas vrai. Si demain le pouvoir acceptait de discuter avec nous, je sauterais sur l'occasion...

Vous travaillez au Qatar, où vous avez installé le Centre de Doha pour la liberté d'information. Pourtant, aucun média qatari ne peut se permettre de

critiquer l'émir et sa famille. N'est-ce pas contradictoire ?

Pas du tout. On a affaire au Qatar à un émir qui joue le jeu de l'ouverture, et qui nous donne les moyens de faire des choses. Nous souhaitons travailler à partir du monde arabe, et nous avons initialement envisagé de monter ce projet au Maroc. Cela dit, ces lignes rouges que vous évoquez, je ne les accepte pas plus au Qatar qu'au Maroc.

Ne craignez-vous pas d'être instrumentalisé ?

Qu'ils essaient, et on verra. Je ne crois pas avoir l'échine trop souple. Je ne crois pas non plus que les dirigeants du Qatar soient dans cet état d'esprit.

Vous êtes pied-noir, né à Oran en Algérie. Et votre père, après avoir été militant communiste, a été l'un des responsables de l'OAS. Ce passé familial a-t-il contribué à former – ou à déformer – votre conscience politique ?

Je dois beaucoup de choses à mon père. Mais vous imaginez facilement que je ne partageais pas ses idées. Vous imaginez aussi les discussions que l'on peut avoir quand on est adolescent et que l'on prend spontanément le contrepied de ses parents. J'avais un immense respect pour mon père, non pas pour son engagement à l'OAS bien sûr, mais pour son sens de l'engagement.

Il m'a appris une chose : il n'y a rien de pire que les gens qui ne prennent jamais position. Je m'entends toujours avec ceux qui ne partagent pas mes idées, mais qui ont des convictions fortes. Je déteste les tièdes, ceux qui disent « ça n'est pas mon affaire ». Mon père s'est trompé dans l'un de ses choix. Après avoir été militant du Parti communiste algérien, après avoir fondé le syndicat CGT de Mers el-Kébir, il s'est mis à détester les communistes lorsque

ceux-ci se sont prononcés en faveur de l'indépendance. Son père, son grand-père et son arrière-grand-père étaient enterrés en Algérie. Il s'est donc engagé. Du mauvais côté, certes. En ce qui me concerne, je n'imagine pas ma vie sans engagement. Cela vaut pour mon avenir, maintenant que j'ai quitté RSF. ■

Robert Ménard

DES LIBERTÉS
ET AUTRES
CHINOISERIES

De Reporters sans frontières
aux JO de Pékin

Robert Laffont

Des libertés et autres chinoiserias, de Robert Ménard, Robert Laffont, 162 pages, 17 euros, à paraître le 8 octobre.